



REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

RAPPORT DE FIN D'ANNEE AUX CITOYENS

PROJET
DE LOI DE
REGLEMENT 2017

Le Rapport de Fin d'année aux Citoyens est un document simplifié de la Loi de Règlement. Il s'inscrit dans une démarche de transparence, élément incontournable de la bonne gouvernance.

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le gouvernement malagasy produit plusieurs documents budgétaires conformément aux normes internationales. Depuis quelques années, le Ministère de l'Economie et des Finances, à travers la Direction Générale des Finances et des Affaires Générales (DGFAG), s'est lancé dans un vaste chantier de réformes afin de répondre aux diverses attentes des citoyens devenus de plus en plus exigeants. Une partie de ces réformes est principalement consacrée aux travaux de simplification et de facilitation de lecture des documents budgétaires jugés trop volumineux et complexes. La production de Documents Budgétaires en version citoyenne s'avère de ce fait primordiale. Elle constitue un outil efficace aussi bien pour (i) informer les parties prenantes et les citoyens sur les récentes informations budgétaires que pour (ii) instaurer une culture de redevabilité au sein de l'Administration publique.

A cet effet, cette troisième édition du Rapport de Fin d'année aux Citoyens, relative au Projet de Loi de Règlement 2017 se veut répondre aux besoins d'une meilleure lisibilité des documents budgétaires. Elle relate les informations concernant les données macro-budgétaires de l'exercice budgétaire 2017, à savoir : les réalisations macroéconomiques, les performances du pouvoir public et l'analyse de la situation budgétaire.

Ainsi, tout effort de vulgarisation de ce document en version citoyenne est encouragé et apprécié, et ceci, par les différents canaux de communication, notamment, les médias, les Organisations de la Société Civile, les universités, ... En somme, tout un chacun est invité à partager et à diffuser ce document.

RFC
3^e édition

► SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Indicateurs économiques et financiers de 2017

	2017		
	LFI	LFR	PLR
PIB Nominal (en milliards d'Ariary)	35 707,5	35 730,8	35 877,3
Taux de croissance (%)	4,5	4,3	4,3
Inflation en fin de période (%)	7,1	7,7	9,0
Taux de pression fiscale net (en % du PIB)	11,0	11,4	11,5
Déficit budgétaire (%)	-4,4	-5,9	-2,4
Taux de change Ariary/Dollar fin de période	3 349,8	3 384,6	3 230,0
Réserve de devises (Mois d'importation)	3,6	3,4	4,0

Source:PLR 2017

Croissance du secteur réel (en pourcentage de variation)

SECTEUR PRIMAIRE



-1%

SECTEUR SECONDAIRE



9%

SECTEUR TERTIAIRE



5,7%

- Une croissance de la branche « élevage et pêche » (+4,5%)
- Une nette diminution de la « production agricole » induite par le cyclone et le déficit pluviométrique (-6,6%)

- Bonne performance pour les branches « zones franches industrielles » (+25,2%), « matériaux de construction » (+11,4%), « industries extractives » (+9,8%), « industries du tabac » (+6,3%)
- Regression du secteur de l' « industrie de bois » (-1,5% contre 8,5% dans la LFR) et de « l'agro-industrie » (2,1% contre 10,5% dans la LFR)

- Forte croissance de la branche « Télécommunication » (+17,7%) et « banques » (+9,4%)
- Ralentissement de la branche « BTP » (+3,8% contre 15,3% dans la LFR) et de « l'auxiliaire de transport » (-5,3% contre 23% dans la LFR)

► SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

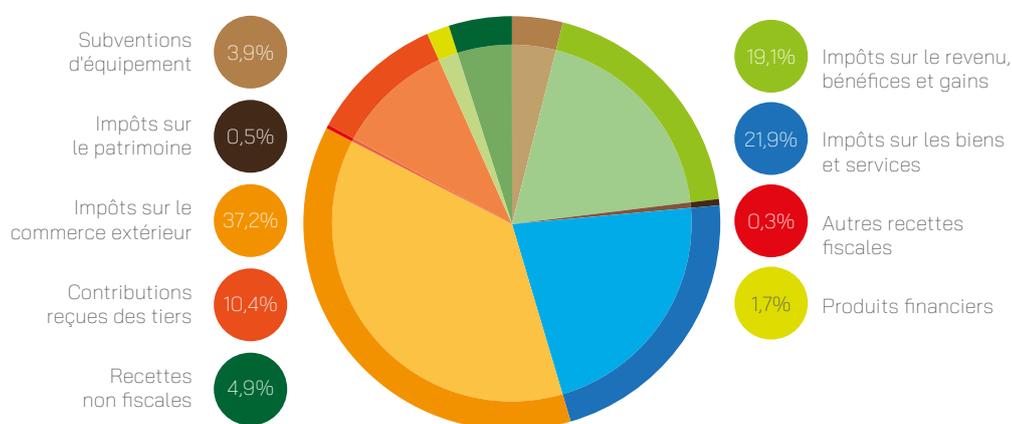
RECETTES

	en milliards d'Ariary	
	LFR 2017	LR 2017
Recettes fiscales nettes	4 081,0	4 328,4
Impôts	2 104,0	2 281,3
Douanes	1 977,0	2 047,1
Recettes non fiscales	76,5	122,1
Dons courants	332,1	298,4
Dons en capital	910,9	738,5

Source :PLR 2017

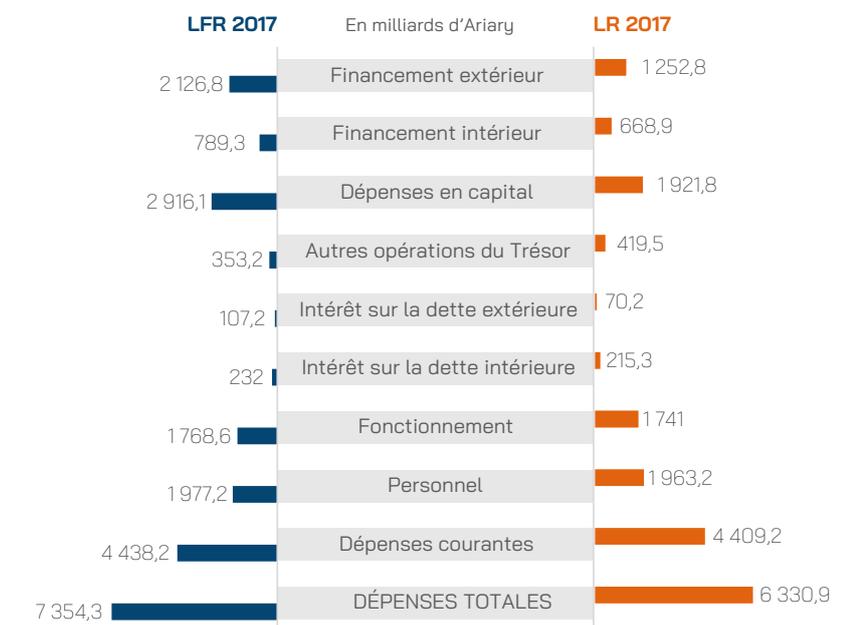
Les recettes fiscales nettes ont été exécutées à hauteur de 106,1%, dont 108,4% de recettes pour les impôts et 103,5% de recettes douanières. Le recouvrement des redevances halieutiques, minières et des produits de prise de participation ont contribué à la hausse des recettes non fiscales, qui sont estimées à 122,1 milliards d'Ariary. Par contre, le niveau des Dons est en baisse de 16,6% comparé à l'estimation dans la LFR 2017, allant de 1 243 milliards d'Ariary à 1 036,9 milliards d'Ariary.

Situation des recettes par nature (Part de la somme totale exécutée)



Les recettes du budget général ont été exécutées à 85,2% soit 5 026 milliards d'Ariary en 2017. Les ressources sont constituées essentiellement des recettes sur le commerce extérieur et des impôts sur les biens et services. Ils ont été exécutés respectivement à hauteur de 37,2% et 21,9%.

DEPENSES



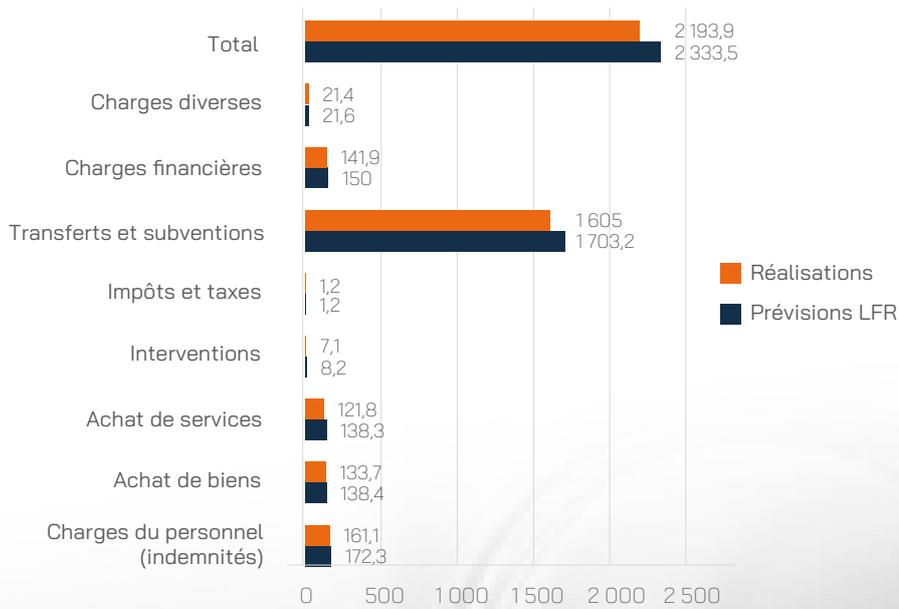
Source :PLR 2017

Le montant dépensé a affiché une nette augmentation de 16% par rapport au montant exécuté en 2016 (Loi de règlement 2016) évalué à 5 317,2 milliards d'Ariary.

En 2017, l'Etat a dépensé 6 330,9 milliards d'Ariary représentant 17,7% du PIB, contre une prévision de 7 353,3 milliards d'Ariary dans la LFR. La faible réalisation au niveau des dépenses en capital explique en partie cet écart.

Malgré la complexité des procédures de passation de Marchés, la catégorie « fonctionnement » a pu dépenser 98,4% du crédit alloué inscrit dans la LFR. Quant à l'intérêt de la dette, Madagascar a remboursé 285,5 milliards d'Ariary, soit un taux de réalisation de 84,2% par rapport à la prévision de la LFR.

Dépenses de fonctionnement hors solde par nature (en milliards d'Ariary)



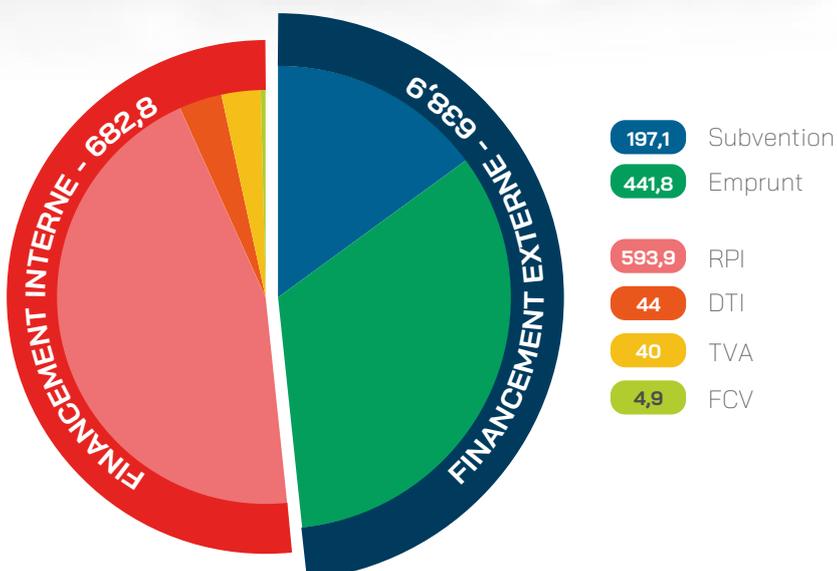
Source :PLR 2017

Les crédits inscrits dans la LFR destinés aux dépenses de fonctionnement ont atteint 2 333,5 milliards d'Ariary en 2017. Les réalisations sont enregistrées à un montant de 2 193,9 milliards d'Ariary, soit un taux de 94,0%.

Les dépenses de fonctionnement enregistrent une baisse de 1 213,5 milliards d'Ariary par rapport au montant décaissé en 2016 qui est chiffré à 3 407,4 milliards d'Ariary.

La catégorie « Transferts et subventions » affiche un montant de 1 605,6 milliards d'Ariary pour renforcer la subvention octroyée aux entreprises publiques surtout à celle de la Jirama. Quant aux charges du personnel (indemnités), un montant de 161,1 milliards d'Ariary a été exécuté, soit 93,5% des crédits finaux.

Situation des PIP par type de financement (en milliards d'Ariary)



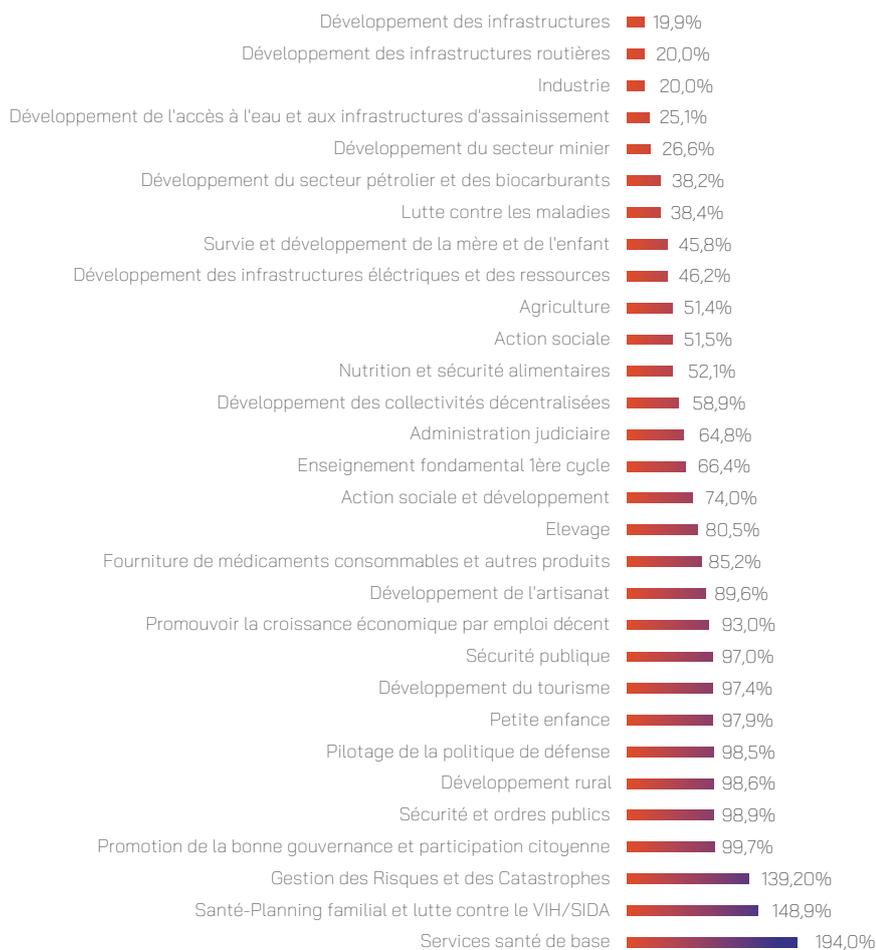
Source :PLR 2017

Les projets PIP ont bénéficié d'une enveloppe estimée à 2 884,6 milliards d'Ariary. Le montant décaissé est évalué à 1 321,9 milliards d'Ariary, soit un taux d'exécution de 45,8%.

Ce montant a affiché une hausse de 36% par rapport aux dépenses des PIP exécutées qui ont atteint 845 milliards d'Ariary en 2016.

Ces projets ont été cofinancés par les ressources internes à hauteur de 682,8 milliards d'Ariary et des ressources externes d'un montant de 638,9 milliards d'Ariary, constituées d'emprunt de 441,8 milliards d'Ariary et de subvention de 1 971 milliards d'Ariary.

Situation des dépenses par programme en 2017 (Extraits)

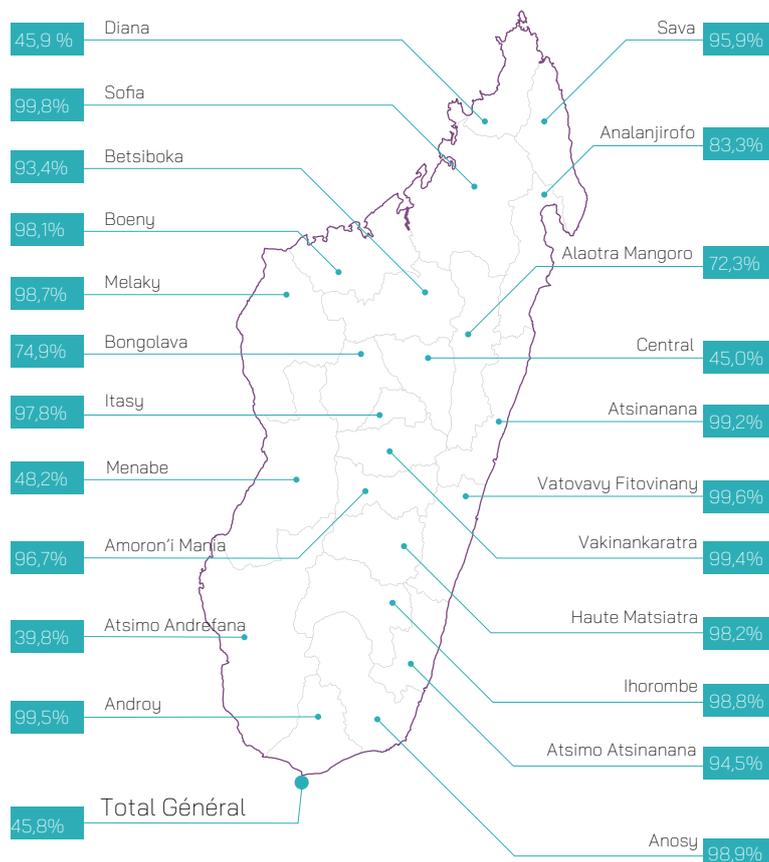


Les crédits dépensés pour réaliser les programmes s'élèvent à 5 653,1 milliards d'Ariary en 2017. Le taux d'exécution des dépenses en « Services santé de base » affiche un taux exceptionnel de 194,0%.

Par ailleurs, 87 programmes ont réalisé un taux d'exécution supérieur à 90%. 20 programmes ont atteints plus de 70% de réalisation et la performance de 4 programmes se situe en dessous de 10%.

Source :PLR 2017

Taux de réalisation des dépenses par région

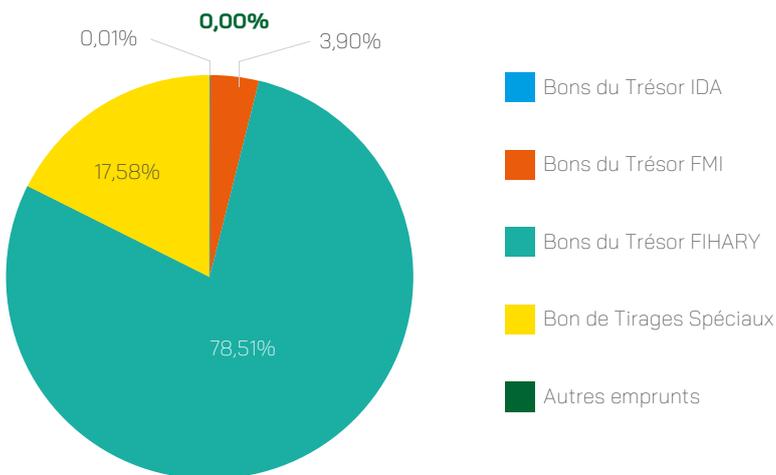


Sur une allocation de 2 884,6 milliards d'Ariary en 2017, les 22 Régions ont engagé 1 321,9 milliards d'Ariary, soit un taux d'exécution de 45,8%.

Source :PLR 2017

► SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

Répartition des recettes de la Dette Intérieure



Source :PLR 2017

Les recettes obtenues sur les Dettes Intérieures s'élèvent à 838,1 milliards d'Ariary en 2017, contre 1 087,0 milliards d'Ariary en 2016, soit une baisse de 22,9%. Les recettes sur les Bons du Trésor FIHARY s'affichent à 658,0 milliards d'Ariary, représentant 78,5% de la totalité des tirages en 2017.

Répartition des recettes de la Dette Extérieure (en %)



Source :PLR 2017

L'essentiel des prêts consentis en 2017 provient de l'IDA, soit 293,3 milliards d'Ariary (32,4% de l'ensemble des dettes extérieures).

Le programme FEC se place en deuxième position avec un montant de 147,3 milliards d'Ariary (16,2% de l'ensemble des dettes extérieures), lequel était versé à la caisse de l'Etat pour servir d'aide aux dégâts cycloniques suite au passage d'ENAWO.

Amortissement des Dettes Publiques (en Milliards d'Ariary)

BON DU TRESOR	229,1
AUTRES EMPRUNTS (en Ariary)	53,5
GVT EMIRAT	0,5
BADEA	5,8
CHINE	12,8
FIDA	8,6
OPEP	10,9
ARABIE SAOUDITE	2,4
CEE/BEI	5,9
ICO Espagne	0,3
FAD	9,3
IDA	63,8
INDE	5,2
KOWEIT	4,4
AUTRES EMPRUNTS (en devises)	143,7
TOTAL	556,7

Source :PLR 2017

L'Etat Malagasy a remboursé ses dettes à hauteur de 556,7 milliards d'Ariary en 2017, dont 282,6 milliards d'Ariary en dettes intérieures contre 274,1 milliards d'Ariary en dettes extérieures.

Les opérations de remboursement ont connu une nette augmentation de 63% par rapport aux réalisations de l'année 2016.

Financement du déficit budgétaire

En milliards d'Ariary

Financement Extérieur	499,7
Financement Intérieur	335,8
Système bancaire	155,6
Système non bancaire	276,0
Dépôt des correspondants auprès du Trésor net	75,7

Source :PLR 2017

Un recul en termes de déficit budgétaire a été constaté suite à une bonne performance au niveau des recettes et une restriction dans l'exécution des dépenses, d'où le pourcentage de -2,4% par rapport au PIB. Les financements par ressources extérieures atteignent les 58,4% tandis que ceux des financements internes sont évalués à 39,3%.

Evolution des soldes budgétaires des cinq dernières années (en milliards d'Ariary)



Source :PLR 2017

Le solde budgétaire est la différence entre les recettes définitives et les dépenses définitives d'un exercice. Le résultat peut être excédentaire ou déficitaire.

De 2013 à 2014, les soldes ont affiché un déficit, respectivement de 42,9 milliards d'Ariary et de 98,2 milliards d'Ariary. Malgré un excédent de 80,3 milliards d'Ariary en 2015, le déficit de soldes est maintenu à 1 964 milliards d'Ariary en 2016.

Finalement le résultat de l'exercice budgétaire 2017 a enregistré un déficit de 145,0 milliards d'Ariary.



► EVOLUTION DE LA PERFORMANCE

Les principales réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères en 2017

Le Gouvernement malagasy est constitué de 7 Institutions et de 31 Ministères réparti en 55 missions, 148 programmes et 426 objectifs.

Un montant de l'ordre de 5 653,1 milliards d'Ariary a été mobilisé jusqu'à la fin de l'année, soit un taux d'absorption budgétaire de 76,70% contre une allocation budgétaire de 7 370,14 milliards d'Ariary. La performance atteint 57,29%, se traduisant par une réalisation de 577 indicateurs sur les 1 007 inscrits.

L'atteinte des valeurs cibles dépasse les 75% au niveau de 09 départements, notamment: l'Assemblée Nationale, la Haute Cour Constitutionnelle, le Ministère des Affaires Etrangères, le Ministère de la Défense Nationale, le Ministère du Commerce et de la Consommation, le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts, le Ministère des Transports et de la Météorologie, le Ministère des Postes, des Télécommunication, et du Développement Numérique et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

Par contre, 05 départements ont affiché un faible taux d'exécution inférieur à 30%, à savoir le Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Affaires Etrangères chargé de la Coopération et du Développement, le Ministère du Tourisme, le Ministère auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole, le Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures et le Ministère de la Jeunesse et des Sports.




SECTEUR SOCIAL

Le secteur social, avec une dotation de crédits d'un montant total de 1 634,18 milliards d'Ariary soit 21,1% du Budget Général de l'Etat (BGE), a enregistré un bilan plus que satisfaisant dans la réalisation de ses objectifs.



SECTEUR ADMINISTRATIF

Le secteur administratif a été le plus privilégié en matière de dotations budgétaires, dans la mesure où il a accaparé 52,2 % de l'ensemble des crédits définitifs du Budget Général de l'Etat, pour un total de 3 852,0 Milliards d'Ariary. En fin d'exercice, les dépenses réelles des actions menées se sont élevées à 3 475, 3 milliards d'Ariary.



SECTEUR PRODUCTIF

Le secteur productif n'a obtenu que 9,5 % des crédits définitifs du Budget Général de l'Etat, soit de 7 05,1 milliards d'Ariary. En fin d'exercice, les dépenses engagées sont évaluées à 353,3 milliards d'Ariary, soit un taux d'exécution de 50,1%.



SECTEUR INFRASTRUCTURE

Le secteur infrastructure a connu une performance moyenne malgré l'allègement de moyen financier de moins de 6,4 % par rapport aux crédits initiaux. Ainsi, les prévisions de dépenses sont passées de 1 260,3 milliards d'Ariary à 1 178,7 milliards d'Ariary.

PRIORISATION DE L'EDUCATION ET DE LA SANTE

- Recrutement de médecins et paramédicaux ;
- Lutte contre le paludisme : le taux d'incidence réduit à 0,3% sur une estimation de 8% ;
- Augmentation du taux d'inscription des enfants de 3 à 5 ans grâce à la sensibilisation effectuée ;
- Taux de réussite scolaire de 68% du cycle primaire grâce au renforcement de compétences des enseignants (le taux de réussite du CEPE 2017: 58,3%);
- Performance du cycle secondaire à hauteur de 20,3% contre les 18% escomptés, malgré une légère hausse du taux de redoublement (le taux de réussite du BEPC 2017: 33,8%) ...

PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

- Sensibilisation sur la protection des jeunes contre les fléaux de toutes sortes (violence, abus, toxicomanie, trafic, etc.) à Fianarantsoa et Morondava ;
- Dotation de viviers de talents sportifs dans 152 collectivités ...

VALORISATION DE LA CULTURE ET PROMOTION DE L'ARTISANAT

- Mise en place de 19 vitrines de l'artisanat sur les 30 attendues;
- Restauration et sauvegarde de 17 patrimoines sur les 20 prévus ;
- 20 nouvelles créations sur 30 prévues dans le cadre de la création d'art, d'artisanats, des arts oraux et écrits ;
- Soutien de 40 manifestations culturelles dans les régions ...

RENFORCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE

- Distribution de filets de sécurité sociaux à l'endroit des couches pauvres et vulnérables, dont 5 831 ménages et 63 462 citoyens ;
- Mise en œuvre de la lutte contre le travail des enfants et des mesures de protection des enfants travailleurs ;
- Obtention de droit aux prestations sociales de la promotion de l'effectivité des droits des personnes vulnérables : 238 personnes handicapées sur 100 estimés;
- Pris en charge de 7 127 enfants par le Réseau de Protection de l'Enfance ;
- 187 488 ménages bénéficiaires de protection sociale sur les 8 500 prévus ...

GESTION DES RISQUES ET CATASTROPHES NATURELLES

- Amélioration de la réduction du taux de vulnérabilité relative aux risques de l'impact et catastrophe sur la population ;
- Formation et redynamisation de 600 communes sur la prévention, réduction des risques et catastrophes et recyclage des 18 régions et 103 districts...;
- Amélioration de la capacité de réponses aux catastrophes : taux de couverture en intervention post catastrophe «

incendie » atteint 80%, « cyclones – inondations » 150%, « sécheresse » 100%...

RENFORCEMENT DE LA DIPLOMATIE INTERNATIONALE

- Organisation de 8 conférences, ateliers, séminaires internationaux à Madagascar en présence des dirigeants et des responsables internationaux...

RENFORCEMENT DE LA SECURITE

- Construction de 5 postes de police et de 2 commissariats, réhabilitation de 12 commissariats, acquisition de 70 matériels techniques, de 123 matériels informatiques;
- Diminution du taux d'actes de banditisme, s'élevant à 13% contre 3% prévu dans la LFR ;
- Normalisation des équipements et infrastructures en matière de système sécuritaire du territoire maritime ...

REVALORISATION DE L'INDUSTRIE ET DU SECTEUR PRIVE

- Renforcement des 340 PME/PMI et coopératives ;
- Mise en place de 67 unités de transformation pour la densification des industries dans le cadre du renforcement de leur compétitivité ;
- Redynamisation de l'Institut Malgache d'Innovation et la promotion des 2 filières de production industrielle (manioc et canne à sucre dans le cadre de la production d'éthanol combustible) ...

PROMOTION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

- Appui aux 42 318 producteurs dans l'utilisation des matériels agricoles, sur une prévision établie à 35 000.
- Vaccination bovine, amélioration des exploitations et mise en place des points d'abreuvement ...

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- Réalisation de 198 suivis écologiques dans les aires protégées ;
- Mise en place d'un système informatique scientifique et d'une base de données scientifique fiable ;
- Elaboration d'un document de planification de l'espace marine et l'élaboration des textes juridiques relatifs à la mer ...

DEVELOPPEMENT DU SECTEUR MINIER

- Augmentation des redevances minières : recouvrement de 2 371,17 milliards d'Ariary contre une prévision de 1 080 milliards d'Ariary, soit un taux de recouvrement performant à hauteur de 219% ...

RENFORCEMENT DES GRANDES INFRASTRUCTURES

- Construction et réhabilitation des gares routières de Mananjary et de Vangaindrano ;
- Restructuration des dégâts cycloniques ;
- Mise aux normes de 4 aérodromes ;
- Opérationnalisation de 20 points d'accès Internet au public sur les 15 envisagés grâce à la vulgarisation des technologies de l'information et de la communication ...

► GLOSSAIRE

Bon du trésor	C'est le titre de créance émis par un Gouvernement dont l'échéance peut être de 3 mois, 6 mois, 1 année ou 2 années.
Déficit budgétaire	Situation où les recettes de l'État sont inférieures aux dépenses.
Dépense en capital	Ce sont les paiements effectués pour l'acquisition de biens de capital fixe, de stocks stratégiques ou d'urgence, de terrains ou d'actifs incorporels, ou des paiements sans contrepartie. (Ex : construction de nouvelles salles de classe, renforcement des équipements sanitaires ...)
Dettes extérieures	La dette contractée par l'État auprès des organismes prêteurs étrangers
Dettes intérieures	Elle est constituée d'emprunts contractés par l'État auprès des citoyens, des banques commerciales, des entreprises publiques ou autres.
Dettes publiques	Ensemble de la dette de l'État résultant des emprunts que ce dernier a émis ou garantis
Recettes non fiscales	Elles sont composées de dividendes, de produits des immobilisations financières, de redevances, de produits des activités et autres, de recettes exceptionnelles....
Subvention	C'est une aide publique, versée par l'État aux collectivités territoriales ou institutions publiques ou privées

► ACRONYMES

AFD	Agence Française de Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCM	Banque Centrale de Madagascar (Banky Foiben'i Madagasikara)
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CEE/BEI	Communauté Economique Européenne /Banque Européenne d'Investissement
DTI	Droits et Taxes à l'Importation
FAD	Fonds Africain de Développement
FCV	Fonds de Contre-Valeur
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
IDA	Association Internationale de Développement
LFI	Loi de Finances Initiale
LFR	Loi de Finances Rectificative
LR	Loi de Règlement
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PIP	Programme d'Investissements Publics
PME/PMI	Petites et Moyennes Entreprises/Industries
RPI	Ressources Propres Internes
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES ET DES AFFAIRES GÉNÉRALES

DIRECTION DU BUDGET

Service des Réformes et de la Formation

Division Transparence Budgétaire

Immeuble MEF Antaninarenina, 3^e étage - porte 314

Antananarivo 101, MADAGASCAR

032 11 086 51 – 032 11 067 82

<http://www.dgfag.mg/transparence/web/>

E-mail: srf.dtb@gmail.com

DISTRIBUTION GRATUITE –LARGE DIFFUSION ENCOURAGÉE